



Volet B

Copie à publier aux annexes au Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe

Réservé
au
Moniteur
belge

19320590



Déposé
06-06-2019

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 11/06/2019 - Annexes du Moniteur belge

N° d'entreprise : 0727833560

Nom :

(en entier) : Boso'Bofunda Bauli

(en abrégé) : BosoBof

Forme légale : Association sans but lucratif

Adresse du siège : Rue Mercelis 18

1050 Ixelles

Belgique

Objet de l'acte : Constitution

STATUTS

Entre

- Nicole Bofunda Maleke, n° de registre national 57.10.02 – 032.11
- Monique Fernande Carmen Fodderie, n° de registre national 58.04.19 – 326.59
- Martine Lisa Bofunda Bombile, n° de registre national 67.09.28 – 534.96
- Nathalie Fodderie, n° de registre national 72.03.15 – 148.62

Qui déclarent constituer entre eux une association sans but lucratif, conformément à la loi du 27 juin 1921 et dont les statuts sont les suivants :

TITRE I : DENOMINATION – SIEGE SOCIAL

Art. 1 – Les soussignés constituent pour une durée indéterminée une association sans but lucratif appelée : BOSO'BOFUNDA BAULI

Art. 2 – Le siège social de l'association est établi 18 RUE MERCELIS 1050 IXLLES, dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles. Il peut être déplacé ailleurs dans l'agglomération bruxelloise par décision du conseil d'administration soumise dans le mois à la publication à l'annexe au Moniteur belge. L'association peut avoir des sièges administratifs ou d'activités, des bureaux, des sections, etc., sur le territoire national ou en dehors de celui-ci.

TITRE II : OBJET – BUT

Art. 3 – L'association a pour objet : de constituer, gérer et développer une caisse de fonds destinées à soutenir financièrement les membres de la famille Bofunda dans les circonstances spéciales et exceptionnelles de la vie comme un mariage, un enterrement, un quelconque accident, des soins de santé, un projet professionnel, ou tout autre besoin spécial ou exceptionnel. L'association peut accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son objet/but. Elle peut prêter son concours et s'intéresser à toute activité similaire à son objet.

Art. 4 – Le conseil d'administration décide, après avoir obtenu l'approbation d'au moins 3 quarts des membres de l'asbl, dans quelles conditions et à qui seront attribuées les aides prévues dans les statuts.

1

TITRE III : MEMBRES

Section 1 : Admission

Art. 5 – L'association est composée de membres dont le minimum est fixé à 7. Art. 6 - Sont membres :

§ Les comparants au présent acte;

§ Toute personne reconnue comme membre de la famille Bofunda de par les liens de descendance avec les 2 patriarches Etienne Bofunda Bauli et Marie Imbengeni, soit leurs descendants directs: Jean Bofunda Ilingo, Helene Ekila Bofunda, Marie Bombile Bofunda, Antoinette Bofunda, et Etienne Bofunda; ainsi que les descendants de ces derniers. Ce lien d'ascendance et de descendance peut être prouvé par toute voie de droit.

§ Toute personne considérée comme membre de la famille élargie, sur présentation d'au moins 5 membres descendants directs des patriarches, et admise en qualité de membre par décision de l'assemblée générale

reunissant au moins trois quarts de ses voix.

Section 2 : Demission, exclusion, suspension

Art. 7 – Les membres sont libres de se retirer a tout moment de l'association en adressant par écrit leur demission a l'association.

Le membre qui, par son comportement porterait prejudice ou nuirait a l'association, peut etre propose a l'exclusion par le conseil d'administration. L'exclusion d'un membre ne peut etre prononcee que par l'assemblee generale a la majorite des deux tiers des voix presentes ou representees.

Le conseil d'administration peut suspendre, jusqu'a la decision de l'assemblee generale, les membres qui se seraient rendus coupables d'infraction grave aux statuts et aux lois.

Art. 8 – Le membre demissionnaire, suspendu ou exclu, ainsi que les heritiers ou ayant droit du membre decede, n'ont aucun droit sur le fonds social.

Ils ne peuvent reclamer ou requerir, ni releve, ni reddition de comptes, ni apposition de scelles, ni inventaire.

Art. 9 - Le conseil d'administration tient un registre des membres conformement a l'article 10 de la loi de 1921.

TITRE IV : COTISATIONS

Art. 10 - Chaque membre verse mensuellement une cotisation dont le montant est determine chaque annee par l'Assemblée Generale. Ce montant ne pourra pas exceder deux cents euros.

2

TITRE V : ASSEMBLEE GENERALE

Art. 11 – L'assemblee generale est composee de tous les membres.

Art. 12 – L'assemblee generale possede les pouvoirs qui lui sont expressement reconnus par la loi ou les presents statuts.

Sont notamment reservees a sa competence :

les modifications aux statuts ;

la nomination et la revocation des administrateurs ;

le cas echeant, la nomination des commissaires ;

l'approbation des budgets et comptes ainsi que la decharge a octroyer aux administrateurs et le cas echeant aux commissaires ;

la dissolution volontaire de l'association ;

les exclusions de membres ;

la transformation de l'association en societe a finalite sociale.

Art. 13 – Il doit etre tenu au moins une assemblee generale chaque annee, dans le courant du premier semestre qui suit la fin de l'exercice social.

L'association peut etre reunie en assemblee extraordinaire a tout temps par decision du conseil d'administration notamment a la demande d'un cinquieme au moins des membres. Chaque reunion se tiendra aux jours, heure et lieu mentionnes dans la convocation. Tous les membres doivent y etre convoques.

Art. 14 – L'assemblee generale est convoquee par le conseil d'administration par lettre ordinaire ou electronique adressee au moins 8 jours avant l'assemblee.

L'ordre du jour est mentionne dans la convocation. Toute proposition signee par un vingtieme des membres doit etre portee a l'ordre du jour. Sauf dans les cas prevus aux articles 8, 12, 20 et 26 quater de la loi du 37 juin 1921, l'assemblee peut deliberer valablement sur des points qui ne sont pas mentionnes a l'ordre du jour.

Art. 15 – Chaque membre dispose d'une voix. Il peut se faire représenter par un autre membre au moyen d'une procuration écrite. Chaque membre ne peut etre titulaire que d'une seule procuration.

Art. 16 – L'assemblee generale est presidee par le president du conseil d'administration et a défaut par l'administrateur present le plus age.

Art. 17 – L'assemblee generale delibere valablement si au moins deux tiers des membres sont presents ou representes.

Les resolutions sont prises a la majorite simple des voix presentes ou representees, sauf les cas ou il en est decide autrement par la loi ou les presents statuts.

En cas de partage des voix, celle du president ou de l'administrateur qui le remplace est preponderante.

3

Art. 18 – L'assemblee generale ne peut valablement deliberer sur la dissolution de l'association, sur la modification des statuts ou sur la transformation de la societe a finalite sociale que conformement aux articles 8, 20 et 26 quater de la loi du 27 juin 1921 relative aux ASBL.

Art. 19 – Les decisions de l'assemblee generale sont consignees dans un registre de proces- verbaux signes par le president et un administrateur. Ce registre est conserve au siege social ou tous les membres peuvent en prendre connaissance mais sans deplacement du registre.

Toutes modifications aux statuts sont deposees au greffe dans delai et publiees par extraits aux annexes du Moniteur belge comme dit a l'article 26 novies. Il en va de meme pour tous les actes relatifs a la nomination ou a la cessation de fonction des administrateurs et, le cas echeant, des commissaires.

TITRE VI : ADMINISTRATION

Art. 20 – L'association est administree par un conseil compose de trois administrateurs au moins, nommes et revocables par l'assemblee generale et choisi parmi les membres. La duree du mandat est de 3 ans. Le nombre d'administrateurs doit en tous cas toujours etre inferieur au nombre de personnes membres de l'association.

Art. 21 – En cas de vacance au cours d'un mandat, un administrateur provisoire peut etre nomme par l'assemblee generale. Il acheve dans ce cas le mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Les administrateurs sortant sont reeligibles.

Art. 22 – Le conseil d'administration designe parmi ses membres un president, un tresorier et un secretaire.

En cas d'empechement du president, ses fonctions sont assumees par le vice-president ou le plus age des

Volet B - suite

administrateurs présents.

Art. 23 – Le conseil se réunit sur convocation de président et/ou du secrétaire. Il forme un collège et ne peut statuer que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Chaque administrateur dispose d'une voix. Il peut se faire représenter par un autre administrateur au moyen d'une procuration écrite. Chaque administrateur ne peut être titulaire que d'une seule procuration.

Ses décisions sont prises à la majorité simple des voix : quand il y a parité de voix, celle du président ou de son remplaçant est prépondérante. Elles sont consignées sous forme de procès-verbaux, signés par le président et le secrétaire et inscrites dans un registre spécial.

4

Art. 24 – Le conseil d'administration s'occupe de l'administration et la gestion quotidienne de l'association.

Il peut dans ce cadre faire les dépenses utiles à cette administration et cette gestion.

Pour les dépenses et actes d'une valeur supérieure à 200€, il doit obtenir l'approbation d'une majorité de trois quarts des membres.

Il traite les cas de besoin d'intervention des bénéficiaires des services de l'association et les soumet pour approbation aux membres de l'association.

Il est responsable de la collecte et du suivi des comptes des cotisations des membres.

Il peut toucher et recevoir toutes sommes et valeurs, retirer toutes sommes et valeurs consignées.

Il peut ouvrir tous comptes auprès des banques et de l'Office des chèques postaux, effectuer sur lesdits comptes toutes opérations et notamment tout retrait de fonds par chèques, ordre de virement ou de transfert ou tout autre mandat de paiement, prendre en location tout coffre en banque, payer toutes sommes dues par l'association, retirer de la poste, de la douane, de la société des chemins de fer les lettres, ou de toutes autres sociétés, telegrammes, télécopies, colis, recommander, assurer ou non; encaisser tous mandats postaux ainsi que toutes assignations ou quittances postales.

Il peut représenter l'association en justice, tant en défendant qu'en demandant.

Le conseil d'administration délègue le pouvoir de paiement de toute dépense inférieure à 200 € au trésorier qui s'occupera de la gestion financière de l'asbl.

Art. 25 – Les actes qui engagent l'association autres que ceux de gestion journalière sont signés, à moins d'une délégation spéciale du conseil, par deux administrateurs, lesquels n'auront pas à justifier de leurs pouvoirs à l'égard des tiers.

Ils doivent néanmoins préalablement obtenir l'accord de la majorité des membres de l'asbl.

Art. 26 – Les administrateurs, ainsi que les personnes habilitées à représenter l'association ne contractent, en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle et ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat. Celui-ci est exercé à titre gratuit.

Art. 27 – Le président, et en son absence le secrétaire ou le trésorier, est habilité à accepter à titre provisoire ou définitif les libéralités faites à l'association et à accomplir toutes les formalités nécessaires à leur acquisition.

5

TITRE VII : DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 28 – En complément des statuts, le conseil d'administration pourra établir un règlement d'ordre intérieur. Des modifications à ce règlement pourront être apportées par une décision du Conseil d'Administration, statuant à la majorité simple.

Art. 29 – L'exercice social commence le 1^{er} janvier pour se terminer le 31 décembre

Art. 30 – Le compte de l'exercice écoulé et le budget de l'exercice suivant seront annuellement soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire.

Ils sont tenus et, le cas échéant, publiés conformément à l'article 17 de la loi.

Art. 31 – En cas de dissolution de l'association, l'assemblée générale désigne le ou les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et indique l'affectation à donner à l'actif net de l'avoir social.

Cette affectation doit obligatoirement être faite en faveur d'une fin désintéressée.

Toutes décisions relatives à la dissolution, aux conditions de la liquidation, à la nomination et à la cessation des fonctions du ou des liquidateurs, à la clôture de la liquidation, ainsi qu'à l'affectation de l'actif net, sont déposées au greffe et publiées aux annexes du Moniteur belge comme dit aux articles 23 et 26 novies de la loi.

Art. 32 – Tout ce qui n'est pas explicitement prévu aux présents statuts est réglé par la loi du 27 juin 1921 régissant les ASBL.

6

Président : Trésorier : Secrétaire :

Nicole Bofunda Maleke

Monique Fernande Carmen Fodderie Martine Lisa Bofunda Bombile

Fait à Bruxelles, le 29 mai 2019, en trois exemplaires.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Les fondateurs prennent à l'unanimité les décisions suivantes, qui ne deviendront effectives qu'à dater du dépôt au greffe des statuts, des actes relatifs à la nomination des administrateurs et des actes relatifs à la nomination des personnes habilitées à représenter l'association.

Exercice social :

Par exception à l'article 29, le premier exercice débutera le 31 mai 2019 pour se clôturer le 31 décembre 2020.

Première assemblée générale :

L'assemblée générale de ce jour a élu en qualité d'administrateurs:

Administrateurs :

- Nicole Bofunda Maleke

- Monique Fernande Carmen Fodderie

Réservé
au
Moniteur
belge



Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 11/06/2019 - Annexes du Moniteur belge

Volet B - suite

- Martine Lisa Bofunda Bombile
plus amplement qualifiés ci-dessus, qui acceptent ce mandat. Les administrateurs ont désigné en qualité de
7